

Des criquets et des femmes

« Quiconque meurt de faim, meurt assassiné. Et cet assassin a pour nom la dette », dit le rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation, Jean Ziegler¹. Mais n'est-ce pas la sécheresse et une invasion de criquets qui ont causé la famine au Niger ? Et puis, quel rapport entre ces histoires de dettes, les femmes et le féminisme ? Eh bien, justement, il y en a un, et de taille.

par **Lise Moisan et Sylvie Dupont**

Plus personne ne l'ignore, depuis l'automne 2004, le Niger est aux prises avec une crise alimentaire qui ne fait que s'aggraver, faute d'une aide internationale appropriée. Sur les 11,7 millions de personnes qui composent sa population, 3,6 millions sont menacées, surtout des enfants – nous les avons vus à la télé –, des vieillards, et des femmes, des femmes et encore des femmes...

En novembre 2004, l'ONU a lancé sans grand succès un premier appel au secours. En mars 2005, un deuxième appel n'a rapporté que 1 million de dollars² sur les 16 millions espérés. Une crise alimentaire est une course contre la montre : en mai, la situation était déjà nettement plus critique et on avait maintenant besoin de 30 millions de dollars pour sauver quelque trois millions et demi de personnes de la famine. Trente millions de dollars : moins de 10 \$ par personne menacée, une somme dérisoire. Le 26 août, le Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU avait besoin de 57,6 millions et n'avait reçu que 28 millions. La communauté internationale n'était pas pressée de dénouer les cordons de sa bourse.

La presque totalité des médias d'ici et d'ailleurs ainsi que certains porte-parole dans le pays ont présenté cette crise comme un problème ponctuel résultant de facteurs strictement climatiques : une sécheresse particulièrement rude doublée d'une invasion de criquets pèlerins avaient détruit les récoltes et les pâturages. Ils n'ont pas dit que la famine était naturelle au Niger, mais presque.

Les ravages causés par cette sécheresse et ces criquets ne font aucun doute, mais il n'est pas moins certain que la grave pénurie alimentaire qui sévit au Niger a d'autres causes. Et même si elles s'annoncent abondantes, les récoltes de l'automne ne la régleront pas.

Certains représentants d'organismes onusiens évoquent du bout des lèvres d'autres facteurs pour expliquer la fragilité de ce pays. Si le Niger avait un stock alimentaire plus important, il ne sombrerait pas dans la malnutrition et la famine à la moindre sécheresse. Si le Niger pouvait irriguer les terres cultivées et enrayer les

invasions de criquets pèlerins, il pourrait se constituer un stock alimentaire. Si le Niger avait un meilleur réseau ferroviaire et routier, l'aide mettrait moins de temps à arriver.

Le hic, c'est que le Niger, accablé depuis des années par sa dette extérieure, n'avait pas et n'a toujours pas les moyens de résoudre ces problèmes.

La dette du Niger a été annulée au Sommet du G8 le 11 juin dernier, dites-vous ? Oui, mais pour comprendre la situation actuelle du pays, il faut replacer ce cadeau annoncé du G8 dans le contexte des « ajustements structurels » que le Niger a dû faire ces dernières années. Alors commençons par le commencement.

L'aide des usuriers. La meilleure preuve que la crise actuelle n'a rien de ponctuel se trouve dans le rapport sur sa mission au Niger que Jean Ziegler a remis à la Commission des droits de l'Homme des Nations Unies *il y a quatre ans*, en 2001³. Journaliste, écrivain et rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, ce monsieur en connaît un bout sur la question et, contrairement à d'autres, il n'a pas la langue dans sa poche.

Dans les années 1970, à la faveur d'une brève flambée du prix de l'uranium, une des ressources naturelles du pays, le Niger a beaucoup emprunté, principalement pour investir dans ses infrastructures et son secteur minier. Depuis, dit Ziegler, le pays vit une crise économique et environnementale quasi ininterrompue, piégé par cette dette que l'effondrement du cours de l'uranium dans les années 1980 a encore creusée. Dette qui a aussi doublé en une seule nuit, en janvier 1994, quand, pour favoriser les investissements étrangers en Afrique, la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest a dévalué de moitié le franc CFA – avec la complicité de la France, le « consentement » des pays africains de la zone franc, et la bénédiction du FMI, de la Banque mondiale et des banques régionales de développement.

Depuis de nombreuses années, le Niger consacre autour de 30 % de son budget au service de la dette, comparativement à 20 % aux soins de santé, aux

¹ ZIEGLER, Jean (2005). *L'empire de la honte*, Paris, Fayard.

² Tous les dollars dont il est question dans cet article sont des dollars américains.

³ ZIEGLER, Jean (avril 2005). « Le Niger en crise », *Alternatives internationales*. Site Web consulté le 8 septembre : <alternatives-international.net/article21.html>.



⁴ L'ÉCUYER, François (9 août 2005). « Des raisons de la famine au Niger », CADTM : <cadtm.org/article.php?id_article=1585>.



services sociaux et à l'éducation. Non seulement un service de la dette aussi onéreux l'oblige-t-il à réemprunter continuellement, mais les dettes qu'il contracte envers les institutions financières – FMI, BM, banques de développement régionales – sont assorties de conditions strictes sur la façon dont le gouvernement doit dépenser l'argent et structurer sa fonction publique : taille, rémunération des fonctionnaires, services offerts ou non.

En d'autres termes, ces programmes d'ajustement structurel appliquent aux pays du Sud dépendants la bonne vieille recette néolibérale : réduire la taille de l'État en coupant dans les services, en allégeant la fonction publique et en privatisant tout ce qui bouge. Air connu. Au Niger comme chez nous, moins l'État assume, plus la situation des pauvres se dégrade.

Le FMI a imposé un programme d'ajustement structurel draconien tout particulièrement au secteur agricole, avec des conséquences d'autant plus catastrophiques que le Niger a une agriculture de subsistance (15 % seulement de la production agricole est commercialisée).

Le secteur transport de l'Office national des produits vivriers du Niger (ONPVN) est constamment menacé de privatisation. Or, c'est la flotte de camions de l'ONPVN qui assure le transport d'urgence des semences et des secours alimentaires en période de famine. « Une fois privatisées, les sociétés de transport, qui obéissent à la logique du marché, ne s'aventureront pas sur les pistes des zones reculées. Résultat : beaucoup de villages risquent de ne plus être approvisionnés », prévient Ziegler.

La menace est d'autant plus sérieuse qu'au Togo, cette privatisation est déjà faite, et que l'Office national vétérinaire du Niger a lui aussi été privatisé. Le pays possède un cheptel de 20 millions de bovins, d'ovins et de chameaux très recherchés et traditionnellement exportés en grand nombre, une source de revenu essentielle pour des millions de nomades et de paysans. Aujourd'hui, les nomades et les paysans n'ont pas les moyens de payer les prix qu'exigent les commerçants privés pour les vaccins, médicaments et vitamines. De plus, toujours à cause de la politique d'ajustement structurel, le Niger n'a plus de laboratoire central pour délivrer les certificats de non-contamination qu'exigent les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Sans certificats, les éleveurs et les agriculteurs obtiennent un prix inférieur pour leurs animaux sur le marché.

En décembre 2000, le Niger a été admis au programme Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), qui donne droit à un allègement de la dette. Le programme PPTE prévoit l'annulation de la partie de la dette qui dépasse le seuil d'endettement que la Banque mondiale et le FMI jugent soutenable pour ces pays. En plus de redonner un peu de légitimité aux ajustements structurels tant décriés, ce programme a été conçu pour que les pays très endettés puissent de nouveau assumer leurs remboursements sur le reste de leur dette, et aient intérêt à le faire. Malgré cet allègement, le reste de la dette devait continuer à être remboursé. C'est ainsi que le Niger a vu son service de la dette augmenter de 16 % en 2001, de 24 % en 2003 et de 15 % en 2005 – année où la dette du pays a atteint 3 milliards de dollars.

Naturellement, l'admissibilité au programme des PPTE était assortie de conditions très précises. La privatisation des services publics en était une : ainsi, l'eau des principales villes du Niger a été privatisée au profit de firmes comme Vivendi, qui multiplie les hausses de tarifs et les débranchements.

“ La plupart des hommes ont émigré à la recherche d'autres solutions. Les hommes sont très rares ! Il n'y a que des femmes et des enfants. ”

La réduction des budgets alloués à l'éducation et aux soins de santé était une autre de ces conditions. Depuis quelques années, on assiste à un véritable démantèlement du secteur public : 75 % du corps professoral a été envoyé en préretraite, et ce taux atteindra 90 % d'ici 2010. Les professeurs sont remplacés par de jeunes « volontaires de l'éducation » sans formation ni diplôme, qui gagnent le quart de leur salaire et ne peuvent pas se syndiquer. Rien pour améliorer les choses dans un pays où 92 % des femmes et 77 % des hommes sont analphabètes. Même restructuration du côté des soins de santé : pourquoi payer une infirmière ou un médecin alors que n'importe quelle « volontaire de la santé » peut donner une piqûre ou mettre un pansement⁴ ?

« Depuis au moins l'an 2000, constate Ziegler, les stocks alimentaires sont à des niveaux critiques dans tout le pays, y compris dans les régions qui ont traditionnellement un surplus. » Les conséquences humaines de cette crise endémique sont connues : malnutrition chronique, tout particulièrement des femmes et des enfants. Qui dit malnutrition chronique dit taux de mortalité infantile très élevé – bon an, mal an, un enfant sur quatre (28 %) meurt avant l'âge de cinq ans –, mais aussi arrêt du développement physique et mental, cécité, émaciation, capacité de travail sérieusement réduite et

faible résistance aux maladies. Un gros handicap pour l'avenir...

Outre les sécheresses et les criquets, la dure réalité, c'est qu'il n'y a pas d'argent pour l'irrigation dans un pays où quatre Nigériens sur cinq vivent dans les zones rurales et dépendent de la terre pour leur survie. Le Niger est vaste (1,2 million de km carrés), mais seulement 3 % de ses terres sont cultivables, et seulement 10 % des terres cultivables sont irriguées.

Les ressources en eau sont sous-exploitées pour une raison très simple : le manque de capitaux pour financer les travaux d'irrigation extrêmement coûteux.

Les agriculteurs, femmes et hommes, n'ont pas d'argent pour les engrais qui leur permettraient de combattre l'appauvrissement progressif des sols, et les éleveurs n'ont pas d'argent pour nourrir leur bétail et payer les soins vétérinaires nécessaires.

On estime que plus de la moitié de la population n'a pas accès aux soins de santé primaires. De plus, le retard dans la réponse à la crise alimentaire a fait grimper les coûts des soins de santé. Le 9 août dernier, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) estimait à 1,3 million de dollars le financement nécessaire simplement pour des projets d'urgence visant à remédier à court terme aux effets les plus aigus de la malnutrition et à juguler les risques d'épidémies : choléra, maladies respiratoires, diarrhée, paludisme, etc.

Le Niger n'a ni réseau ferroviaire ni réseau de routes carrossables – sur 10 100 km de routes, 8 % seulement sont goudronnées –, ce qui handicape lourdement le transport de la nourriture, le développement industriel et l'acheminement de la production minière (uranium, or, charbon) ou des quelques gisements de pétrole vers les ports maritimes, situés à plus de 1 000 km.

Comme il n'y a pratiquement aucune industrie dans le pays, les emplois sont extrêmement rares. Durant la « soudure » – l'entre-deux récoltes –, de juin à septembre, les hommes partent vers les pays voisins pour trouver du travail rémunéré. Saisonnier ou permanent, cet exode des hommes est une importante source de revenu, qui complète et parfois dépasse celui de la production agricole, mais il laisse les femmes, les enfants et les vieillards dans une situation encore plus précaire.

En juin dernier, Helena Maria Semedo, la responsable au Niger de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), racontait à un journaliste d'Afrik.com que plus de 3 000 villages étaient déjà touchés par la crise alimentaire, et que la plupart des familles ne consommaient qu'un repas par jour, le plus souvent à base de baies sauvages.

Elle ajoutait un détail intéressant : « Les enfants et les femmes sont évidemment les plus touchés dans les régions agricoles, car la plupart des hommes ont émigré à la recherche d'autres solutions. Je reviens d'un tour dans l'ensemble du pays afin de rencontrer les autorités et la population. Les hommes sont très rares ! Il n'y a que des enfants et des femmes⁵. »

Sur l'exode des hommes, un paysan de Koloma (localité du nord nigérien) interviewé par un journaliste de l'Express se faisait encore plus explicite : « Les bras valides ont fui la disette, abandonnant femmes, enfants et vieillards dans les villages [...], disait Ado Issouhou avec amertume. À l'aube, les femmes et les enfants vont repérer les termitières et les vident de leurs grains⁶. » Comme si ce n'était pas assez, le Niger, un État laïque caractérisé par un Islam moderne et tolérant, connaît une montée inquiétante du fondamentalisme islamique et une recrudescence de pratiques comme la répudiation unilatérale des épouses, la polygamie et le mariage des enfants, ce qui accroît encore la dépendance et la vulnérabilité des femmes. L'instabilité politique et la pauvreté extrême exacerbent les tensions sociales.

“ Bien que l'immense majorité des pays concernés fassent scrupuleusement leurs remboursements, leur dette ne cesse d'augmenter. ”

Ajoutons pour compléter le tableau que, depuis le 7 septembre dernier, le Niger se classe 177^e sur 177 pays en matière de développement humain selon le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). On peut difficilement tomber plus bas.

Si au moins tous ces « sacrifices » sur l'autel du libre marché avaient permis de renforcer l'économie du pays... Mais il n'en est rien. Après une vingtaine d'années de réformes et d'ajustements structurels, le Niger est parvenu à démanteler son secteur public, mais il n'a toujours pas réussi à doter le pays d'un secteur privé dynamique. Et cet échec n'est pas une exception.

Endettés à mort. Dans la deuxième moitié du XX^e siècle, de formidables progrès technologiques et scientifiques ont dynamisé les forces productrices, tant et si bien qu'aujourd'hui la planète croule sous les biens produits, les objets de consommation et une richesse prodigieuse. Qu'en est-il de leur redistribution, de ces retombées universelles tant vantées et promises par les chantres du néolibéralisme – de ce fameux *trickle-down effect* ?

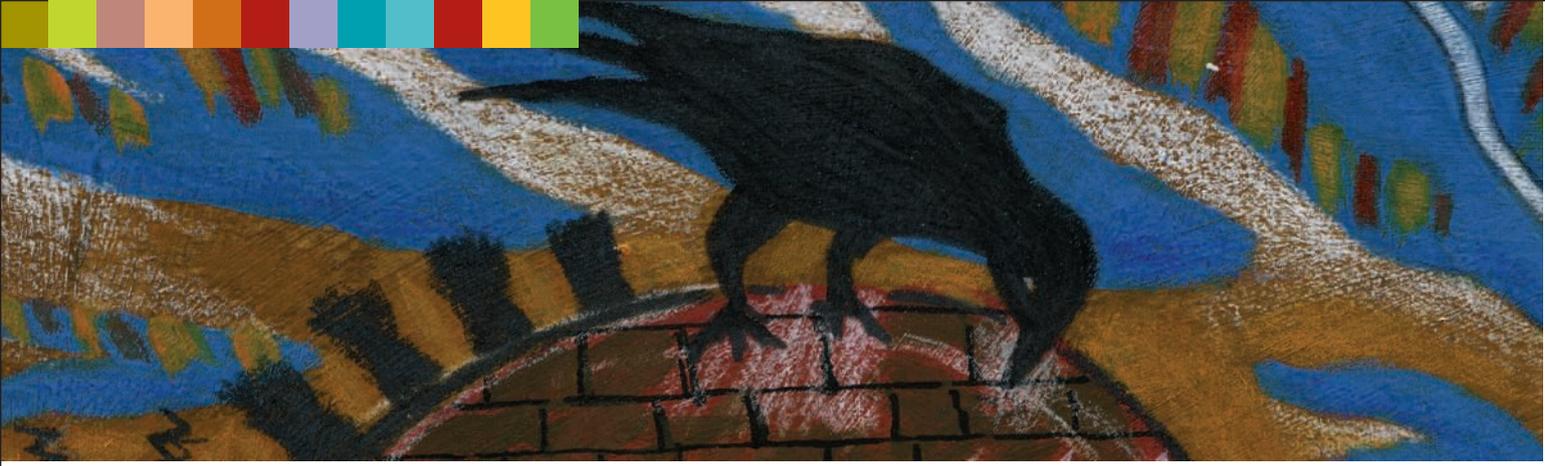
« En 1964, 400 millions de personnes souffraient de sous-alimentation permanente et chronique. Elles sont 842 millions en 2004 – des femmes et des enfants de façon disproportionnée », constate Jean Ziegler. Pour la plupart des 122 pays de l'hémisphère Sud où la faim et la misère sévissent, les raisons se ressemblent et peuvent se résumer comme suit.

Premièrement, les pays débiteurs sont souvent des pays producteurs de matières premières, notamment de produits agricoles. Ils doivent importer l'essentiel des biens industriels (machines, camions, médicaments, ciment, etc.) dont ils ont besoin pour produire. Or, au

⁵ VACHER, Barbara (juin 2005). « Crise alimentaire au Niger ; entretien avec Helena Maria Semedo, responsable de la FAO-Niger », *Afrik.com*. <afrik.com/article8478.html>.

⁶ *L'Express* (24 mai 2005). « Sécheresse, criquets et déficit céréalier ».





cours des 20 dernières années, les prix en dollars constants des biens industriels ont plus que sextuplé sur le marché mondial. En revanche, durant cette même période, les prix des matières premières agricoles (coton, sucre de canne, arachide, cacao, café, etc.) ont constamment baissé et, dans certains cas (le café et le sucre de canne, par exemple), se sont carrément effondrés. Selon Jean Ziegler, cette baisse et cet effondrement ont été sciemment orchestrés par la spéculation et autres manœuvres boursières.

La deuxième raison tient à ce que Ziegler appelle « le pillage des trésors publics » par les classes dirigeantes et la « corruption rampante, organisée en toute complicité avec certaines banques suisses, américaines et françaises. Ainsi le butin caché dans des banques occidentales par le défunt dictateur du Zaïre, Mobutu, s'élève à environ 8 milliards de dollars. En 2004, la dette de son pays, maintenant la République démocratique du Congo, s'élevait à 13 milliards de dollars ».

Troisièmement, parce qu'ils sont considérés comme des débiteurs à risque, les gouvernements des pays pauvres doivent payer sur leurs emprunts des taux d'intérêt de 5 à 7 fois plus élevés que ceux que paient des pays comme les États-Unis ou le Canada. De plus, sous peine de se voir refuser tout prêt par le FMI, la Banque mondiale ou les autres grandes banques, ils doivent privatiser et vendre aux créanciers étrangers, pour la plupart des sociétés transcontinentales, leurs rares entreprises rentables (mines, services publics, télécommunications, eau, etc.) et leur accorder des privilèges fiscaux exorbitants.

Comme au Niger, le service de la dette absorbe la plus grande part des ressources des pays endettés et ne laisse pratiquement rien pour financer les investissements sociaux ou des projets de développement. Bien que l'immense majorité des pays concernés fassent scrupuleusement leurs remboursements, leur dette ne cesse d'augmenter. Selon le Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (CADTM)⁷, un organisme belge, pour 1 \$ dû en 1980, les pays « en développement » ont remboursé 8 \$ en 2002-2003, et doivent encore 4 \$.

Quatrièmement, la plus grande partie des profits astronomiques des sociétés transcontinentales est rapa-

triée au siège social, en Europe, en Amérique du Nord ou au Japon. De plus, la plupart des sociétés transcontinentales utilisent dans les pays « en développement » des brevets qui appartiennent à leur siège social et dont les redevances sont payées par ces pays, encore une fois non pas en pesos ou en francs CFA, mais en dollars. Les pays endettés épuisent ainsi leurs devises et doivent réemprunter des dollars pour importer de l'étranger les biens que leur économie « sous-développée » ne peut pas produire.

En juin dernier, au sommet du G8 de Gleneagles, les ministres des Finances du G8 se sont entendus pour annuler 100 % de la dette multilatérale des 18 pays qui ont rempli les conditions de l'initiative PPTE. Le gouvernement du Niger, un des pays bénéficiaires, s'est

“ L'angoisse humaine n'est pas quantifiable, elle n'est pas un élément de l'analyse macroéconomique. N'étant pas mesurable, elle n'existe pas pour le FMI. ”

– Jean Ziegler, *L'Empire de la honte*

abstenu de commenter cette décision, attendant d'en savoir plus avant de se prononcer⁸. Ou peut-être était-il trop occupé à essayer de gérer la famine, les menaces de grève des fonctionnaires et autres problèmes sur le terrain ?

LISE MOISAN est consultante en développement organisationnel et agit comme médiatrice dans ce domaine. Elle est également spécialiste en recherche socioéconomique et en analyse différenciée selon les sexes. Cofondatrice et membre du comité de rédaction de *La Vie en rose*, elle en a assuré la direction générale de 1986 à 1987.

SYLVIE DUPONT est rédactrice, traductrice et consultante en édition. Militante du Centre des femmes et du Comité de lutte pour l'avortement libre, et cofondatrice de *La Vie en rose*, elle a été membre du comité de rédaction de 1980 à 1983, et a continué à y collaborer par la suite.

⁷ MILLET, Damien et Isabelle LIKOUKA. *Les chiffres de la dette 2003*, Liège, CADTM: <cadtm.org/texte.php3?id_article=445>.

⁸ INVESTIR EN ZONE FRANC (IZF) ET LE JOURNAL INTERNET DE L'AFP (16 juin) : <izf.net/izf/Actualite/RDP/06/niger.htm>.